

# ETUI Policy Brief

## Politiques économiques, sociales et de l'emploi en Europe

N° 3/2012

### La « croissance verte » en question

Thomas Coutrot et Jean Gadrey

Thomas Coutrot est économiste et membre du Conseil scientifique d'Attac France. Jean Gadrey est économiste à l'Université de Lille 1.

## Enjeux politiques

Le développement durable, concept déjà un peu fourre-tout, semble en passe d'être détrôné dans les discours politiques par la croissance verte. Si ce terme a un sens, il doit s'agir d'une croissance (au sens général de l'augmentation des quantités produites) compatible avec les exigences écologiques les plus importantes: division par cinq des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050 dans les pays riches, réduction forte du recours aux énergies fossiles et à l'eau, préservation de la biodiversité, arrêt de l'artificialisation et de la dégradation des sols, sauvetage des mers et des espèces qui s'y trouvent, etc. Nous émettrons ici des doutes sur la possibilité, en général admise sans justification ni scénario, de poursuivre dans la voie de la croissance en respectant ces contraintes vitales, au sens propre du terme. Mais ces doutes seraient sans véritable objet s'il n'existait pas de trajectoires alternatives crédibles « post-croissance », visant une « prospérité durable sans croissance », laquelle pourrait être plus favorable à l'emploi et à l'égalité que l'actuelle trajectoire « productiviste ».

## Les limites de la planète

Commençons par une objection philosophique élémentaire: une croissance de seulement 2 % par an d'ici 2100 signifierait six fois plus de quantités produites de biens et services. Et 40 fois plus en 2200, etc. Est-ce sensé dans les pays riches, indépendamment même de toute considération écologique? Quel idéal de « vie bonne » est-ce là?

Venons-en aux raisons proprement écologiques et d'abord à celles qui concernent le péril climatique. Pour diviser par 5 au moins nos émissions actuelles d'ici 2050 par exemple en France, objectif retenu par les Nations Unies pour les pays riches (en attendant le prochain rapport du GIEC en 2013-2014), il faudrait les réduire de 4 % par an pendant 40 ans. C'est autant chaque année que ce qui a été réalisé en France au cours des dix dernières années, selon le critère des émissions produites dans le pays. Ce sera déjà difficile sans croissance. Mais avec une croissance de 2 % par an, il faudrait réduire les émissions de 6 % par an par unité produite. Aucun scénario crédible ne permet de l'envisager. Cela reviendrait à appuyer sur l'accélérateur d'émissions au moment où il faut freiner très fort.

En outre, si l'on mesure les émissions en y intégrant les émissions « importées », ce qui rend mieux compte des impacts des modes

de consommation et de vie, alors le constat est celui d'une forte augmentation en France depuis vingt ans (+ 25 % selon l'étude du cabinet Carbone 4<sup>1</sup>): l'écart au souhaitable apparaît encore plus élevé.

On peut d'ailleurs se demander si, quoi qu'on fasse, la croissance ne va pas tendre vers zéro sous l'effet des limites imposées par la nature et la raréfaction des ressources, de sorte qu'il vaudrait mieux anticiper cette tendance en recherchant sans tarder une autre « prospérité ». Diverses raisons peuvent conforter cette hypothèse.

Le pétrole s'épuise et l'on est proche du « pic » à partir duquel sa production mondiale va décroître inéluctablement et son prix s'envoler. Selon certains experts, (par exemple ceux de l'Agence internationale de l'Energie dans leur rapport 2009) on y serait déjà. La fuite en avant dans les schistes bitumineux ou les forages en eau profonde est suicidaire. Au-delà des combustibles fossiles,

1 [www.carbone4.com/fr/actualites/lettrecarbone](http://www.carbone4.com/fr/actualites/lettrecarbone)

l'épuisement – ou une envolée des prix - sont annoncés dans les prochaines décennies pour presque tous les minerais de base de l'abondance matérielle<sup>2</sup>, sans parler des terres arables de plus en plus convoitées, de l'eau et des forêts. Le plomb: les gisements exploitables à un coût admissible seront épuisés vers 2030. 71 % de sa production sert pour les batteries. L'argent: épuisement prévu entre 2021 et 2037. Il est utilisé dans l'industrie (électricité, électronique, brasures, soudures et autres alliages). Le cuivre: les gisements exploitables à un coût admissible seront épuisés vers 2040; il est essentiellement utilisé dans l'industrie électrique (câbles, bobinages). L'uranium: fin probable estimée dans une fourchette allant de 2025 à 2060. Le nickel: les gisements exploitables à un coût admissible seront épuisés vers 2050. On l'utilise dans certaines batteries (piles bouton, batteries d'ordinateurs portables).

La croissance future pourrait-elle venir d'une révolution technologique verte? C'est très douteux: les minerais indispensables à la plupart des nouvelles technologies viennent d'être évoqués.

Prenons l'exemple de la voiture électrique. Nicolas Baverez, essayiste français libéral bien connu, a trouvé une formule-choc: « L'EPR (European Pressurized (water) Reactor) et la voiture électrique sont les deux mamelles du développement durable ».

Peut-on réconcilier ainsi les modes de vie et de transport actuels avec les exigences écologiques? L'expert de référence des bilans carbone en France, Jean-Marc Jancovici<sup>3</sup> montre clairement que si l'on tient compte des multiples stades et lieux de la fabrication, des sources de l'énergie électrique utilisée, des matériaux nécessaires, l'avantage écologique supposé de la voiture électrique devient très discutable. Pour produire avec le nucléaire l'électricité exigée pour maintenir à son niveau actuel l'usage des voitures en France, il faudrait selon ses calculs construire... 18 EPR! Certes, il vaut sans doute mieux développer les véhicules électriques, mais cela ne pourra répondre qu'en faible partie aux enjeux d'une mobilité verte.

## Le mythe de la croissance «immatérielle»

Une variante de la croissance verte est la « croissance immatérielle ». Elle concerne deux domaines: la croissance des services, supposés écologiquement légers, et la « croissance grise », au sens de la matière grise: l'économie de la connaissance. Dans les deux cas, on constate chez leurs avocats une méconnaissance de l'écologie de ces activités.

Selon les « immatérialistes », le développement des connaissances, des services (par opposition à l'industrie et à l'agriculture), des échanges électroniques à distance, permettrait une croissance sans limite à faible pression écologique. Un service par exemple est parfois défini comme « un bien qui ne vous fait pas mal quand il vous tombe sur le pied ». Transmettre ou produire des connaissances, donner des conseils, délivrer des diagnostics, quoi de plus immatériel?

## Grandes découvertes et risques majeurs

Selon Dominique Bourg, philosophe et économiste<sup>4</sup>, directeur de l'Institut des politiques territoriales et d'environnement humain de l'université de Lausanne, « il faut tirer les leçons du 20ème siècle. Lorsqu'on a découvert la radioactivité, on a cru qu'elle était inoffensive. Elle s'est avérée cancérigène – surprise! Lorsqu'on a inventé les CFC (chlorofluorocarbones), on était très content de leur inertie chimique, que l'on estimait être une garantie de sécurité, et on les a produits en masse. Des décennies plus tard, il est apparu que les CFC détérioraient la couche d'ozone – surprise! Le DDT a été présenté comme l'invention du siècle, très efficace et sans danger. Mais ce pesticide est nocif pour l'environnement et même pour la santé à certaines concentrations – surprise encore! Et j'en oublie, l'amiante entre autres. Finalement l'utilisation des hydrocarbures s'avère dangereuse pour le climat. Cela montre que nos techniques sont des maîtrises partielles ne donnant aucunement la maîtrise de l'ensemble du système, et qu'elles peuvent déboucher sur des dommages. *Plus ces techniques sont puissantes, plus les dommages induits peuvent être importants.* ».

En avril 2010, l'explosion d'une plateforme pétrolière BP provoque une gigantesque marée noire dans le golfe du Mexique. Une technique parfaitement maîtrisée, disait-on. Comme les autres: nucléaire, extraction des gaz et huiles de schiste, stockage du carbone, etc.

Le drame de Fukushima, qui se poursuit dans le silence organisé des grands médias, constitue la plus terrible des preuves récentes des dangers mortels de la fuite en avant dans les mégatechnologies, le plus souvent au nom de l'impératif de croissance. Pour une note optimiste, remarquons que sans récession économique, la consommation d'électricité au Japon a chuté de 15% à l'été 2011 par rapport à l'été 2010, grâce à une mobilisation de la société.

Pourtant, les services ne sont pas immatériels. En moyenne, c'est vrai, leur empreinte écologique par emploi est inférieure à celle de l'industrie, de l'énergie ou de l'agriculture. Mais elle n'est pas négligeable pour autant. Leur production et leur usage incluent certes une composante d'échanges verbaux ou cognitifs apparemment immatériels, mais un ordinateur de bureau standard « pèse », pour sa production et son transport, 1,3 tonne de CO<sub>2</sub>. Dans un monde durable, les émissions par personne et par an ne devraient pas dépasser 1,7 à 1,8 tonne de CO<sub>2</sub> (et 1,2 tonne en 2050, s'il y a 9 milliards d'humains). Un seul ordinateur, sans compter l'énergie dépensée pour son fonctionnement, « consomme » déjà les trois-quarts des « droits de tirage » annuels actuels par personne. Le modèle actuel de croissance de l'industrie informatique, basé sur une augmentation permanente des performances et une obsolescence ultra-rapide des produits, n'est pas soutenable. Il faudra trouver un autre modèle, stationnaire, basé sur la fiabilité, l'usage raisonné et partagé de l'ordinateur et des réseaux.

Le développement de l'économie des services n'est pas une nouveauté, bien au contraire. Il a certes contribué à la réduction de l'intensité énergétique enregistrée au cours des décennies récentes, mais du fait de la croissance cette réduction n'a absolument pas suffi à empêcher la hausse de la consommation d'énergie. Si la croissance se poursuit, il n'y a aucune raison d'espérer que le développement des services ait un impact significativement plus fort sur l'intensité énergétique dans les décennies à venir. On

2 <http://www.eco-info.org/spip.php?article129>

3 [http://www.manicore.com/documentation/voit\\_elect.html](http://www.manicore.com/documentation/voit_elect.html)

4 <http://biosphere.blog.lemonde.fr/2008/03/10/dominique-bourg/>

constate que les pays où les services occupent le plus de place dans l'économie et dans l'emploi sont aussi ceux qui produisent et consomment le plus de biens matériels par habitant, ceux dont l'empreinte écologique est la plus lourde !

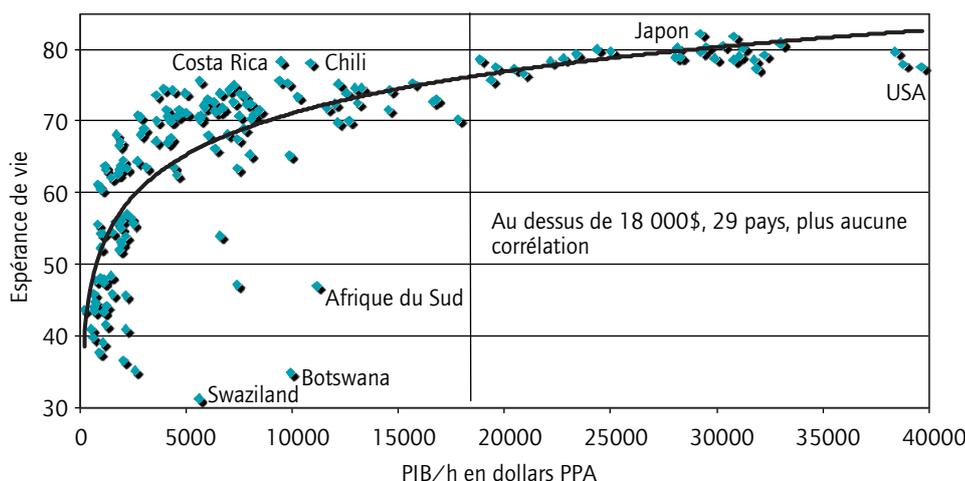
Car ces relations de service dites « immatérielles » exigent, sauf quand elles sont fournies à distance (téléphone, Internet...), d'innombrables déplacements. Et si elles sont fournies à distance, elles supposent des ordinateurs, des « tuyaux », de l'énergie, etc. Le bilan carbone d'un campus universitaire, haut lieu de l'économie de la connaissance, devient très lourd si l'on y compte, comme il se doit, les milliers de déplacements quotidiens correspondants. Ajoutons, pour que le tableau soit presque complet, la matérialité des espaces de service et celles des outils techniques : bureaux, salles d'enseignement, hôpitaux, guichets des banques, ordinateurs, etc. La « société de services » qui s'est développée dans les pays riches en s'appuyant sur un productivisme insoutenable est aujourd'hui sans le savoir une société hypermatérielle (pour d'autres développements, voir Gadrey 2008).

**Ecologiquement impossible, mais aussi socialement inutile**

L'exigence de croissance sans fin peut aussi être contestée du point de vue du développement social et humain . Les pays les plus riches, selon le critère du PIB par habitant , sont-ils aussi ceux où l'on vit le plus longtemps en bonne santé, où les gens ont une éducation plus poussée, où les inégalités sont plus faibles, la cohésion sociale plus forte, les violences et délits moins fréquents, avec plus de démocratie, etc. ? Nous ne développerons ici qu'un exemple, celui de l'espérance de vie moyenne à la naissance. Le graphique joint<sup>5</sup> indique, pour l'ensemble des pays du monde, une nette corrélation positive entre cette variable et le PIB par habitant.

Mais, si l'on fait un zoom sur le groupe des 29 pays à plus de 18 000 dollars de PIB par habitant (second graphique), toute corrélation disparaît. Et pourtant, entre les moins bons et les meilleurs, l'écart d'espérance de vie est de six années.

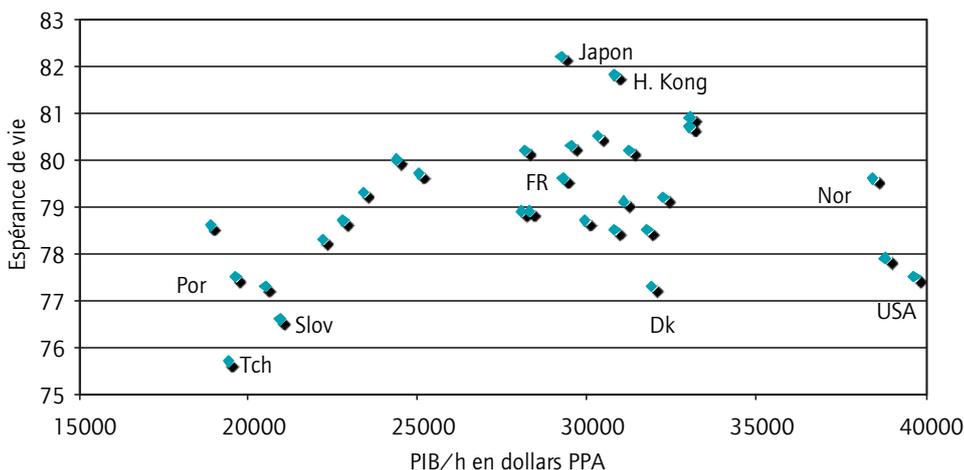
Figure 1: PIB/h et espérance de vie en 2004, tous pays : une très forte corrélation logarithmique (R2 = 0,62)



Pourquoi certains pays qui sont quatre ou cinq fois moins « riches » que les Etats-Unis, comme le Costa Rica, ont-ils la même espérance de vie moyenne que ce dernier pays ? Pourquoi, à partir d'un certain seuil de PIB par habitant, au demeurant assez bas, les espérances de vie ne sont-elles plus corrélées à cette variable ? Pourquoi, malgré ce dernier constat, l'espérance de vie continue-t-elle à progresser presque partout, y compris aux Etats-Unis, mais à un coût croissant ?

La santé d'une population dépend de multiples facteurs : l'environnement social et physique, les conditions de vie et de travail, les niveaux de vie et leur distribution, les niveaux d'éducation... Et bien sûr de l'accès à la médecine et au système de soins, facteur qui ne contribuerait cependant qu'à hauteur de 25 % environ à la santé.<sup>6</sup>

Figure 2: Au dessus de 18 000 \$, 29 pays, plus aucune corrélation, R2 = 0,1



Dans ces conditions, on comprend que la richesse matérielle (dans certaines de ses composantes) importe dans un premier temps. Parce qu'elle autorise la mise en place d'un système de soins, et surtout parce qu'elle influe sur les conditions

5 Données de base : Programme des Nations Unies pour le Développement.  
6 Un ouvrage collectif fondateur de ces travaux a été Evans et alii (1994).

de vie (alimentation, eau potable et assainissement, hygiène, etc.), d'éducation, de protection sociale, etc. Cette croissance-là est encore nécessaire dans de nombreux pays du Sud, à la condition décisive d'être répartie équitablement.

Mais, dans un deuxième temps, les modes de vie du modèle productiviste, l'alimentation inadéquate et excessive, les pollutions (chimiques, de l'air, de l'eau...), les inégalités et les violences, tendent dans certains pays à influencer négativement sur la santé, surtout sur les plus pauvres. Dans les pays qui parviennent à le financer, le système de soins est alors engagé dans une course-poursuite de « réparation » de dégâts divers produits par une économie et une société pathogènes. Il y a certes toujours des progrès médicaux et sanitaires. Mais une partie croissante d'entre eux, la moitié aux Etats-Unis selon certains<sup>7</sup>, ne fait que contrer les effets délétères sur la santé du mal vivre, de la « malbouffe », de l'obésité, du « mal environnement », du mal travail, de la précarité, de la violence endémique. Les pays où ces dégâts et ces gaspillages sont les plus patents sont « condamnés », s'ils en ont les moyens, à dépenser toujours plus pour la santé sans parvenir, dans le cas des Etats-Unis, à faire mieux que Cuba, où l'espérance de vie est de 78 ans selon l'OMS (Organisation mondiale de la santé)...

On pourrait multiplier les critères. Dans pratiquement tous les cas, on constate que les variables disponibles de développement humain, de cohésion sociale, de pauvreté, d'inégalités économiques ou politiques entre les femmes et les hommes, de délits, etc., ou bien ne sont pas du tout corrélées au PIB/h (c'est le cas pour les indicateurs d'inégalités de revenu et d'inégalités de participation des femmes et des hommes à l'activité économique), ou bien ne sont corrélées qu'en deçà d'un certain seuil de PIB/h (selon les cas de 10 000 \$ à 18 000 \$ en 2004).

Cela conduit à penser que, dans tous ces domaines, on peut atteindre un niveau élevé de bien-être social avec nettement moins de richesse économique, mais avec des politiques de développement humain, de justice sociale, d'emploi décent, etc.

Ajoutons cet argument, à la fois écologique et social. La poursuite de la croissance au Nord semble bien constituer dès aujourd'hui une menace mortelle pour le Sud. Selon le rapport 2007 du PNUD : « Pour les 40 % les plus pauvres, soit environ 2,6 milliards d'individus, nous nous trouvons à la veille de changements climatiques qui remettront en cause les perspectives de développement humain. » Le PNUD montre que le réchauffement climatique devient un obstacle majeur au développement humain, par ses effets sur l'agriculture et sur la sécurité alimentaire (sécheresse), sur les pénuries d'eau, la disparition d'écosystèmes vitaux, l'exposition aux inondations des zones côtières, les risques sanitaires accrus (paludisme, par exemple), et contribue à renforcer considérablement les inégalités sociales.

## Mais, sans croissance, peut-on réduire le chômage et l'insécurité sociale ?

Nous pensons donc qu'il est purement incantatoire d'en appeler à « une autre croissance », qu'elle soit douce ou verte : ni les révolutions technologiques, ni le développement des services ne permettront d'obtenir un découplage absolu entre croissance et émissions de gaz à effet de serre, entre croissance et consommation de ressources non renouvelables, entre croissance et pollutions multiples. Mais comment réduire le chômage sans croissance, alors que les gains de productivité continuent ?

La réduction du temps de travail est sans doute un élément de la solution. Elle est depuis deux siècles le meilleur antidote au productivisme, La RTT a historiquement permis de limiter l'accumulation de marchandises et d'affecter une part importante des gains de productivité pour créer des emplois et vivre mieux.

Cependant, au-delà de la croissance, et de façon plus fondamentale encore, c'est la productivité qui est elle-même en question. Les gains de productivité du travail se mesurent par l'écart entre la croissance de la valeur monétaire réelle (hors inflation) de la production (le PIB réel au plan national) et celle des heures travaillées. La hausse de la valeur réelle peut théoriquement se décomposer entre hausse du volume produit et augmentation de la qualité des produits. Mais en pratique, la comptabilité nationale ne prend guère en considération que les volumes - et encore, seulement lorsque c'est possible, par exemple pour les biens matériels. Pour les services, les conventions comptables sont encore plus « conventionnelles », comme pour les services non marchands dont la production est mesurée par les salaires versés.

Comment ces modes de calcul des grandeurs fondamentales de la macroéconomie pourraient-ils s'adapter à une économie fondée principalement sur les gains de qualité ? Prenons l'exemple de l'agriculture biologique. La production d'un kilo de patates biologiques consomme davantage de travail et moins d'intrants qu'un kilo de patates agroindustrielles. Les qualités gustative, sanitaire et nutritionnelle et la soutenabilité écologique de la patate biologique sont bien supérieures, mais la comptabilité nationale ne sait pas le mesurer : elle enregistre simplement que la patate biologique est plus chère. La transition vers une agriculture durable se traduira donc en apparence par de l'inflation et une baisse de la productivité du travail, sans croissance. Mais avec des créations nettes d'emploi !

A moyen et long terme, une trajectoire de montée en qualité et en durabilité (et non en quantités) serait bien plus favorable à l'emploi (décent) que la trajectoire actuelle, qui ne cesse de supprimer des emplois tout en multipliant les dommages collatéraux humains et écologiques. Il faut nettement plus de travail pour produire des quantités « propres » que des « sales », même avec une décroissance négociée de l'emploi dans les secteurs les plus « polluants ». Et il ne faut pas oublier le « moteur » supplémentaire de la création d'emplois qu'est la réduction du temps de travail.

On peut montrer que la plupart des processus de production « propres », les plus doux avec la nature (plus doux aussi en termes de conditions de travail), les plus économes en énergie et en matériaux, en eau... exigent plus de travail (que les productions

7 Les promoteurs de l'Index of Sustainable Economic Welfare (initialement Herman Daly et John Cobb) retiennent cette hypothèse.

polluantes et surexploitant les ressources naturelles) pour produire les mêmes quantités, mais d'une tout autre qualité (Gadrey 2012). Les exigences écologiques et sociales sont bonnes pour l'emploi, contrairement aux exigences de profit qui poussent au « toujours plus » productiviste.

Voici un exercice illustratif dans le cas de la France, prenant appui sur quelques scénarios existants (parfois trop anciens, faute de mieux) sur des perspectives à 20 ans.

En 20 ans, sans croissance des quantités, moyennant des innovations majeures non productivistes, on pourrait envisager d'ajouter plus de quatre millions d'emplois dans les domaines d'intervention suivants :

- Agriculture « propre » et moderne de proximité, forêts : + 150 000 emplois ;
- Énergies renouvelables, isolation thermique, économies d'énergie, recyclage, relocalisations partielles : + 700 000 à un million ;
- Transports et mobilité, commerces de proximité : + 500 000 ;
- « Services de bien vivre » associés à des droits : petite enfance, personnes âgées ou handicapées, soins, social, éducation, environnement : 1,5 million d'emplois « décents » ;
- RTT équitable, vers les 32 heures : + 1 million.

Cet exercice, qu'il faudrait consolider sur la base de travaux collectifs nationaux et européens, tend à montrer qu'il y aurait plus d'emplois utiles à attendre des services de bien vivre et de la RTT que des politiques centrées sur la seule « conversion écologique » de la production (les fameux « emplois verts »).

Mais bien malin qui pourrait prédire quelle serait la trajectoire, au niveau agrégé, de la productivité du travail ou du PIB dans de tels scénarios : ces grandeurs macroéconomiques perdent toute signification dans la caractérisation d'un modèle de développement basé sur le « bien vivre », la qualité et la durabilité des produits et services<sup>8</sup>. Ce sont bien de tout autres critères d'efficacité qu'il faut privilégier pour guider les décisions des acteurs, publics et privés, des critères qualitatifs multiples qui permettent de poser des arbitrages entre les différentes dimensions du bien vivre et de la qualité. Au lieu d'« aller chercher la croissance avec les dents » il faudra « aller chercher le bien vivre avec les gens », en s'appuyant sur une démocratie enrichie. Des productions et des emplois pour répondre aux besoins sociaux, ceux que la délibération des citoyens peut seule définir et hiérarchiser, pas les besoins formatés en fonction de l'impératif de profit maximum et fondés sur la pulsion d'« avidité permanente ».

## De la croissance verte à la planification participative

On ne peut pas espérer que les mécanismes du marché permettront la nécessaire bifurcation du sentier de développement. L'actuelle

8 On pourrait imaginer essayer de sauver la productivité en évaluant systématiquement « l'effet qualité » dans l'évolution des valeurs marchandes des produits. Mais cela poserait de redoutables problèmes épistémologiques et ne dispenserait pas, bien au contraire, de développer une approche multi-critères de la qualité.

tentative des élites dirigeantes et des institutions internationales de mettre en place des marchés des droits à polluer, des services de la nature, de la biodiversité, etc., n'est qu'une fuite en avant dans la marchandisation du monde, qui ne peut qu'accentuer l'instabilité et les inégalités. Il n'est qu'à voir le nouvel effondrement du marché européen des émissions de CO<sub>2</sub> pour s'en convaincre. Cette politique est proprement irresponsable, et doit laisser la place à une planification écologique, basée non pas sur l'expertise technocratique mais sur la mobilisation des intelligences et des énergies des citoyens. Le néolibéralisme a voulu dépolitiser la politique économique en la plaçant sous tutelle des marchés financiers : l'exigence écologique – et les mouvements citoyens-exigent au contraire aujourd'hui de la démocratiser (Coutrot 2010).

Menons d'abord de vastes réflexions, localement et nationalement (pour commencer), via des « conventions et assises citoyennes » sur les besoins à moyen et long terme et sur les productions d'utilité sociale et écologique qui peuvent y répondre. Introduisons dans les débats des bilans écologiques et sociaux (passés et prospectifs), des considérations sur le futile (ou le mésusage) et sur l'utile, sur la durabilité, les biens communs et les droits universels, les expériences réussies et les échecs... N'hésitons pas à parler de 'planification participative' (Devine 2002), allant jusqu'à l'évaluation des volumes de travail et d'emploi exigés à 10 et 20 ans. Et donc de temps de travail aussi, et de son partage. De la façon de relocaliser partiellement des activités et de combattre les méfaits de la globalisation néolibérale, de la publicité et du crédit. Planification participative (ou délibérative) n'a rien à voir avec étatisation. Cela doit signifier au contraire que la collectivité prend en main son avenir en ne laissant ni l'État, ni les élus, ni l'expertocratie, ni les marchés le définir à sa place.

Couplons les estimations prospectives de volume de travail (d'utilité écologique et sociale) avec des objectifs, discutés par les citoyens, de répartition sociale des richesses économiques à 10 et 20 ans. Entre pauvres et riches (quel écart serait acceptable ?), entre actifs et inactifs en fonction de leur poids relatif anticipé, entre femmes et hommes, entre salaires et profits, entre profits réinvestis et profits distribués aux actionnaires, etc. Débattons aussi du partage des autres richesses, non monétaires, dont le travail domestique. Et proposons des conférences citoyennes européennes puis internationales pour coordonner ces réflexions, qui doivent évidemment se « mondialiser » vu l'échelle spatiale de certains enjeux de civilisation.

Mettons sur la table, sur la base de ce qui précède, les ingrédients réels et possibles du bien vivre dans 10 et 20 ans, tel qu'il peut résulter de cette confrontation non pas de l'offre et de la demande sur des marchés, mais de l'expression des besoins et des possibilités d'y répondre dans un monde soutenable. Privilégions la qualité et la durabilité et non les quantités ou « volumes ». Le pouvoir d'usage durable et le pouvoir de bien vivre, et non le pouvoir d'achat. Bref, on mettrait au centre tout ce qu'ignorent les grands indicateurs macroéconomiques utilisés pour la prospective – la croissance, les gains de productivité, le pouvoir d'achat... .

Alors que la crise financière devient chaque jour plus clairement une crise du modèle de développement capitaliste et productiviste, les incantations angoissées des économistes et des hommes

politiques sur le retour de la croissance apparaissent chaque jour plus pathétiques. La période des « Trente Glorieuses » a été célébrée comme celle du « partage des gains de productivité », sans qu'on perçoive alors les risques écologiques et sociaux associés au « toujours plus ». On ne ressuscitera pas ce modèle parce que les limites de la planète nous l'interdisent clairement. Il nous faut sans tarder inventer un modèle post-croissance qui place au centre le partage des gains de qualité et de durabilité et le « toujours mieux ». En fait, dans le monde, d'innombrables innovations économiques et sociales sont déjà fondées sur cette idée et ne demandent qu'à être étendues ou généralisées. Oublions la croissance verte et parions sur le développement humain durable, le « bien vivre ». C'est la seule issue qui permette la résorption du chômage, la réduction des inégalités et la définition d'un modèle de société à la fois démocratique et durable.

## Bibliographie

Coutrot, T. (2010) *Jalons vers un monde possible. Redonner des racines à la démocratie*, Lormont: Le Bord de l'Eau.

Devine, P. (2002) "Participatory planning through negotiated coordination", in *Science and Society*, 66 (1), pp.72-85.

Evans, R.G., Barer M.L., Marmor T.R. (dir.) (1994) *Why are some people healthy and others not?*, New York: AldineTransaction.

Gadrey, J. (2008) « La crise écologique exige une révolution de l'économie des services », in *Développement durable et territoires*. URL: <http://developpementdurable.revues.org/6423>

Gadrey J. (2012) *Adieu à la croissance. Bien vivre dans un monde solidaire*, Paris: Les Petits Matins.

Les opinions exprimées ici n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'ETUI.

Directeurs de publication de la série: Philippe Pochet, Sotiria Theodoropoulou, Kurt Vandaele et Andrew Watt.

Responsables de ce numéro: Philippe Pochet, [ppochet@etui.org](mailto:ppochet@etui.org); Kurt Vandaele, [kvandaele@etui.org](mailto:kvandaele@etui.org)

Les numéros précédents se trouvent sur le site [www.etui.org/publications](http://www.etui.org/publications). D'autres informations sur l'ETUI sont également accessibles sur le site [www.etui.org](http://www.etui.org).

© ETUI aisbl, Bruxelles, février 2012

Tous droits de reproduction réservés. ISSN 2031-8782

L'ETUI bénéficie du soutien financier de l'Union européenne. L'Union européenne ne peut être tenue responsable de l'utilisation qui pourrait être faite de l'information contenue dans cette publication.